

Le confort amollit.

L'innovation est la seule véritable source de croissance pour une économie arrivée à maturité. C'est le cas de l'économie suisse et le constat d'un déficit de croissance conduit à l'hypothèse d'un déficit d'innovation. Kehoe et Ruhl (2003) décompose la croissance du produit intérieur par personne en âge de travailler enregistrée par l'économie suisse sur la période 1973-2000: ils confirment que c'est bien de cela qu'il s'agit. La contribution du capital à la croissance a été de 0.07% en moyenne annuelle, celle du travail de -0.23% tandis que la productivité totale des facteurs a crû de 0.80% par année. Au total, le taux de croissance du produit par adulte a donc été de 0.64% par année. L'écart par rapport à ce qui aurait légitimement pu être envisagé est sans doute proche de 1 point de pourcent par année et l'intégralité de ce déficit peut être attribué à une croissance insuffisante de la productivité totale des facteurs.

Si un déficit de croissance signale un déficit d'innovation, c'est du côté du moteur de l'innovation qu'il faut chercher le problème. L'innovation est destruction créatrice; elle érode les rentes de situation et impose des sacrifices. C'est la concurrence qui stimule l'innovation et conduit à l'adoption de nouvelles techniques de production en dépit des intérêts en place favorisant le statu quo. Un déficit de croissance prolongé dans le cas d'une économie comme celle de la Suisse est l'indication d'une concurrence déficiente. Ce diagnostic n'est pas surprenant tant il est vrai qu'il conforte les vues avancées depuis de nombreuses années.

Mais si le diagnostic est correct et connu de longue date, il faut se poser la question de savoir pourquoi les remèdes appropriés n'ont pas déjà été proposés, adoptés et pourquoi ils n'auraient pas déjà commencé à porter leurs fruits. Rappelons-nous l'argumentation avancée par les opposants à l'EEE : les mesures pro concurrence qui auraient accompagné la participation à l'EEE pouvaient être adoptées sans autre avec les mêmes effets même si nous restions hors de l'EEE. Mais elles ne l'ont pas été.

Mancur Olson propose une réponse dans "*The Rise and Decline of Nations*". Il énonce la propension naturelle des économies avancées à se scléroser. Le confort amollit. L'absence de concurrence rend gras et mou (Churchill). Pour se secouer de ce processus inéluctable, il faut un choc tel que celui fourni par une guerre (que nous ne souhaitons pas), une catastrophe externe (la chute de l'empire soviétique a rempli ce rôle pour l'économie finlandaise) ou un homme providentiel (Mme Thatcher le fut sans doute pour la Grande Bretagne). Dans les trois cas, il faut sans doute que la situation empire avant qu'elle ne puisse aller mieux. La logique est simple : seules des situations exceptionnelles forcent les gens vivant dans le confort à consentir aux sacrifices et aux remises en question nécessaires. « Les hommes ne voient la nécessité que dans la crise. »

Cette vision conduit à prédire que ce qui restera des mesures du Conseil fédéral sera presque certainement trop timide pour espérer véritablement remettre la Suisse sur la route d'une croissance robuste. On pourrait imaginer qu'il en soit autrement dans le cas où il y aurait identification claire entre la majorité politique et les victimes des sacrifices à consentir. Ce n'est pas le cas en Suisse où de toute façon la protection des minorités est largement assurée. On peut donc parier que peu de mesures vraiment douloureuses seront adoptées. S'il en est bien ainsi, il ne nous reste sans doute que le pessimisme.

Sauf à explorer très vigoureusement une piste d'ailleurs bien en ligne avec l'esprit du lieu. L'exemple nous en est donné par les Hollandais, lesquels ont résolu dans le consensus le problème qui était le leur au milieu des années huitante, le chômage de masse. Un nouveau

contrat social proposant des mesures s'étalant sur plusieurs années mais formant un tout, chacune d'entre elles étant potentiellement refusée par une majorité d'intérêts de circonstance, est une piste conforme à la tradition du consensus chère à notre pays (mais peut-être pas à son évolution la plus récente). Pour avoir une chance de succès, il faut aller au-delà du coup par coup et dépasser les positions idéologiques stériles. Bien sûr un déficit de croissance est moins clairement dramatique qu'un taux de chômage de 12%. Le coup de reins nécessaire est d'autant plus difficile à donner. L'enjeu est pourtant majeur si on raisonne sur le long terme et que l'on envisage les implications sur le niveau de vie moyen d'une stagnation prolongée.

Jean-Pierre Danthine

Professeur à l'Ecole des HEC de l'Université de Lausanne et Directeur du Centre International FAME pour la gestion de patrimoine et l'ingénierie financière

Références:

Timothy J. Kehoe and Kim J. Ruhl, *Falling Behind: Aggregate Growth in New Zealand and Switzerland, 1973-2000*, University of Minnesota and Federal Reserve Bank of Minneapolis
Mancur Olson, *The Rise and Decline of Nations*, Yale University Press, 1982